

## **APERÇU – *Le grand jeu de la confiance* – Dates clés**

17 juillet 1993	Paul Rutherford partage l'achat d'un billet gagnant de 400 000 \$ avec un détaillant qui réclame le lot, affirmant en être le seul propriétaire.
17 juillet 2001	La Cour supérieure de justice de l'Ontario conclut dans l'affaire <i>Rutherford v. Ontario Lottery Corporation</i> que l'OLG a un devoir de diligence pour protéger le public qui achète des billets contre les détaillants sans scrupules.
27 juillet 2001	Bob Edmonds vérifie ses billets de loterie dans le magasin de variété à Coboconk, entend la machine jouer deux fois le petit refrain musical, mais ne reçoit qu'un seul billet gagnant. Il a des soupçons, mais quitte le magasin.
30 juillet 2001	La vendeuse du magasin de Coboconk et son mari vont à Toronto pour réclamer un lot de 250 000 \$. Elle ne peut pas se souvenir où elle a acheté le billet, ni des chiffres utilisés pour générer le billet gratuit gagnant.
24 août 2001	La vendeuse du magasin reçoit un chèque de 250 000 \$.
26 août 2001	Bob Edmonds apprend la nouvelle dans son journal local et comprend que la vendeuse du magasin l'a dupé.
8 septembre 2001	Bob Edmonds communique avec l'OLG, pour lui raconter son histoire.
1 <sup>er</sup> mars 2002	L'OPP accuse et arrête la vendeuse et son mari. L'OLG suspend le droit de vente des billets de loterie de ce magasin.
8 mars 2002	Après avoir essayé un rejet de l'OLG, M. Edmonds lui intente un procès civil.
2003-2004	L'OLG identifie cinq lots importants suspects réclamés par des personnes liées à la Société.
21 janvier 2005	Les accusations contre la vendeuse du magasin et son mari sont suspendues.

25 janvier 2005	Bob Edmonds règle son litige avec la vendeuse et son mari pour une somme de 150 000 \$.
15 mars 2005	Le juge confirme que l'OLG avait un devoir de diligence.
17 mars 2005	L'OLG règle le litige avec Bob Edmonds pour une somme de 200 000 \$.
août 2005- avril 2006	L'OLG discute la possibilité de modifier sa Politique sur les lots gagnés par des personnes liées à la Société, pour en exclure les détaillants, et envisage une nouvelle politique – payer quiconque se présente avec un billet gagnant. Les discussions s'arrêtent quand un employé de la Société gagne un énorme gros lot et quand <i>the fifth estate</i> entreprend une enquête.
25 octobre 2006	<i>The fifth estate</i> diffuse son documentaire sur les lots gagnés par des détaillants liés à l'OLG et sur l'affaire Bob Edmonds.
26 octobre 2006	L'Ombudsman lance sa première enquête « de son propre chef » – c'est-à-dire qu'il entreprend une enquête sans plainte officielle. Après l'annonce de son enquête, son Bureau est inondé d'appels du public qui se plaignent de l'OLG. L'enquête va durer 90 jours.
29 octobre 2006	L'OLG retient les services de KPMG, à la demande du ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique. KPMG fait plusieurs recommandations.
9 novembre 2006	L'OLG annonce la mise en œuvre d'un Plan d'action en sept points axé sur la confiance et la sécurité.
Novembre 2006	L'OLG lance une campagne de sensibilisation publique pour encourager les clients à signer leurs billets.
24 janvier 2006	L'enquête de l'Ombudsman est terminée.
7 mars 2007	L'Ombudsman présente son rapport préliminaire à l'OLG et au ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique.
16 mars 2007	L'Ombudsman reçoit les réponses de l'OLG et du ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique, s'engageant à mettre en œuvre toutes ses recommandations.